

Unité départementale du Haut-Rhin
2 Place du Général De Gaulle
BP 71354
68070 MULHOUSE Cedex
ud68.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Mulhouse, le 14 janvier 2026

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 07/01/2026

Contexte et constats

Publié sur 

HOLCIM HAUT-RHIN
1 ROUTE DE THANN
68130 Altkirch

Références : 0006700701_2026_01_07_Holcim_VISEch
Code AIOT : 0006700701

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/01/2026 dans l'établissement HOLCIM HAUT-RHIN implanté 1 ROUTE DE THANN 68130 Altkirch.

Le contrôle a été réalisé afin de vérifier la mise en oeuvre des dispositions prescrites à la suite de divers signalements de riverains transmis à l'Inspection relatifs aux émissions sonores, aux émissions de poussières et aux odeurs associés à l'installation.

Références réglementaires

- arrêté du 29 juillet 2025 portant prescriptions complémentaires à la société HOLCIM Haut-Rhin pour la réalisation d'études sanitaires et la gestion des émissions diffuses et des incidents de son installation de production de ciment située à Altkirch ;
- arrêté du 1er août 2024 portant prescriptions complémentaires à la société HOLCIM Haut-Rhin pour ses installations de production de ciment situées à Altkirch (68) ;
- arrêté du 03 mai 2024 portant prescriptions complémentaires à la société HOLCIM Haut-Rhin pour la réduction des émissions de poussières et d'odeurs et la surveillance environnementale de son installation de production de ciment située à Altkirch (68) ;
- arrêté du 13 février 2020 réglementant les activités de la société HOLCIM Haut-Rhin [...] ;

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HOLCIM HAUT-RHIN

- 1 ROUTE DE THANN 68130 Altkirch
- Code AIOT : 0006700701 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : SEVESO HAUT
- IED : IED

La société Holcim Haut-Rhin exploite une installation de fabrication de ciment à Altkirch.

Le site utilise comme substitution au combustible, des déchets qui peuvent se présenter sous forme liquide ou solide.

Contexte de l'inspection : Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection : Air, Bruits et vibrations, Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Préalablement au contrôle, les échanges ont porté sur les éléments suivants :

- étude séisme :

l'article 13 de l'arrêté du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation précise que " [...] *Au plus tard trois ans après la remise de l'étude mentionnée à l'article 12, le préfet prend acte par arrêté de l'échéancier de mise en œuvre des moyens techniques nécessaires à la protection parasismique des installations.*

Cet échéancier ne doit pas dépasser neuf ans à compter de la date de l'arrêté. Dans le cas où l'exploitant s'engage à arrêter définitivement l'installation dans ces mêmes délais, le préfet en prend acte en lieu et place de l'échéancier de mise en œuvre des moyens techniques".

A cet égard, si l'exploitant envisage à sortir du statut SEVESO, il peut se référer aux dispositions précisées ci-dessus.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Emissions sonores	Arrêté Préfectoral du 13/02/2020, article 64.1	Mise en demeure, respect de prescription	12 Mois
2	Odeurs	AP de Mise en Demeure du 06/03/2025, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	4 Mois
3	Surveillance des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 03/05/2024, article 3.1	Demande d'action corrective	1 Mois
6	Diagnostic relatif aux émissions de poussières	AP Complémentaire du 05/03/2024, article 2	Demande d'action corrective	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Mesure de la concentration des poussières dans l'air ambiant	AP Complémentaire du 03/05/2024, article 3.2	

5	Prévention des émissions diffuses dans le cadre des travaux de maintenance	AP Complémentaire du 29/07/2025, article 3	
---	--	--	--

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au cours du contrôle, il a été constaté deux non-conformités :

- les émergences mesurées en période nocturne en zone à émergence réglementée sont supérieures à celles autorisées ;
- le diagnostic odeur n'est pas complet à ce stade. Des démarches ont été engagées par l'exploitant afin de le compléter et de préciser un plan d'actions.

Des actions correctives sont nécessaires pour les points relatifs à la mesure des retombées de poussières et au diagnostic poussières.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Emissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/02/2020, article 64.1		
Thème(s) : Risques chroniques - Zones à émergence réglementée		
Prescription contrôlée : Article modifié par l'article 3 de l'arrêté du 1er août 2024 Les émissions sonores provoquées par le fonctionnement de l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où elle est réglementée :		
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)
[...]		
<i>Au-delà d'une distance de 50 m des limites de propriété, les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessus, dans les zones à émergence réglementée. Les points de mesure des zones à émergence réglementée sont définies sur le plan annexé au présent arrêté ainsi que les points de mesure en limite de site mentionnés à l'article suivant, le 64.2. Ces emplacements pourront être complétés sur demande du service d'inspection</i>		
Constats : Par lettre préfectorale du 12 novembre 2024, il a été demandé à l'exploitant de faire réaliser de nouvelles mesures d'émergence aux points définis par l'arrêté du 13 février 2020 modifié. L'exploitant a fait réaliser une campagne de mesure des émissions sonores du 03 au 04 février 2025 pour les émissions résiduelles et du 28 au 30 avril pour le bruit ambiant. Les résultats ont été communiqués à l'Inspection par courriel du 10 novembre 2025. Le contrôle a mis en évidence : <ul style="list-style-type: none">- le respect des niveaux de bruit en limite de site ;- l'absence de tonalité marquée ;- l'absence de dépassement des émergences autorisées au cours de la période 7 h à 22 h ;- le dépassement des émergences autorisées au niveau des trois points situés en zone à émergence réglementée en période nocturne :<ul style="list-style-type: none">- point 1 : émergence de 15,1 dB (A) ;- point 2 : émergence de 11,7 dB (A) ;- point 3 : émergence de 5,8 dB (A). A ce stade, l'exploitant ne dispose pas d'éléments pour expliquer ces dépassements. Il a indiqué qu'une nouvelle campagne de mesure serait réalisée pendant et après l'arrêt des installations programmé de fin janvier à fin mars et a indiqué qu'il pourra approfondir le travail de recherche sur les installations afin de déterminer		

celles qui sont potentiellement à l'origine de l'augmentation des niveaux de bruit et des émergences (distinction des différents équipements mis en oeuvre dans l'établissement grâce aux enregistrements lors de la mise en marche progressive des équipements, leur montée en puissance ou leur arrêt).

L'Inspection attire toutefois l'attention de l'exploitant sur le fait que la mesure retenue pour établir la conformité aux émergences autorisées devra concerner une période où l'installation est dans des conditions représentatives de son fonctionnement (ensemble de l'installation en fonctionnement sur la période de mesure).

A ce stade, la prescription n'est pas respectée. Une mise en demeure est proposée.

Compte tenu des délais potentiellement importants pour traiter la non-conformité si les nouvelles mesures la confirment, il est proposé un délai de 12 mois avec des échéances intermédiaires telles que proposées ci-dessous.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En lien avec les éléments exposés ci-dessus, il convient que l'exploitant communique :

- dans un délai de 5 mois les résultats de la nouvelle campagne de mesure et les conclusions des investigations relatives à l'identification des principales sources d'émissions sonores ;
- le cas échéant, dans un délai de 7 mois, un plan d'actions précisant les dispositions nécessaires à la mise en conformité et l'échéancier associé.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 12 Mois

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/03/2025, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques - Etude odeurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme, aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté du 3 mai 2024 susvisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> « Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées un diagnostic relatif aux émissions d'odeurs associées au fonctionnement de son installation. Il comporte : <ul style="list-style-type: none"> l'identification des déchets susceptibles d'être à l'origine de nuisances ; l'identification des opérations à l'origine des nuisances (dépotage, stockage, ...) et l'étude des mesures de prévention et / ou de réduction permettant de réduire les nuisances (notamment par captation et traitement) et leur faisabilité ; un protocole de surveillance des odeurs, qui définit une fréquence de surveillance ; un plan d'actions visant à limiter les nuisances, accompagné d'un échéancier, en justifiant les éventuelles dispositions envisageables non retenues. Il comporte un protocole des mesures à prendre pour gérer les problèmes d'odeurs signalés. »
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a communiqué une étude par lettre du 25 juillet 2025 (version 2 du 23 juillet 2025).</p> <p>Le document porte notamment sur les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> identification des sources susceptibles d'être à l'origine de nuisances / opérations associées. Les principales sources identifiées sont les déchets solides grossiers imprégnés (entreposés dans un bâtiment situé en limite nord de l'établissement), les déchets visqueux (à proximité du parc CSL) et les déchets solides broyés (en partie ouest de l'établissement) et les opérations associées à ces déchets ; étude des mesures de prévention et / ou de réduction permettant de réduire les nuisances. <p>L'étude propose la mise en oeuvre de diverses actions préventives, curatives ou de surveillance.</p> <p>A ce stade, les mesures préconisées sont :</p> <ol style="list-style-type: none"> l'évaluation de potentiel émissif (soit en délivrant des compétences olfactives aux opérateurs concernés avec méthode d'enregistrement, soit en réalisant des tests par des prestataires formés) ; neutralisation (par aspersion ou, pour les liquides, par incorporation). Les cibles ne sont toutefois pas identifiées ; diagnostic des émissions : réaliser des mesures olfactométriques et réaliser une modélisation de l'impact olfactif ; captage aéraulique et traitement d'air pour certains bâtiments de stockage ; surveillance par des rondes de suivi. A cet égard, au cours du contrôle, l'exploitant a indiqué que des rondes sont réalisées, mais il n'a pas été présenté d'éléments probants justifiant qu'une sensibilité particulière est portée à la question des émissions odorantes au cours des rondes. information des riverains lors d'arrivée de matières de type odorante. <p>L'étanchéification de certains bâtiments et équipements est également préconisées pour ceux associés aux déchets imprégnés grossiers (bâtiment PUNR et équipements associés). Ces aménagements nécessitent toutefois une étude de faisabilité en préalable.</p> <p>Des prélèvements ont été réalisées le 15 octobre 2025, tels que préconisés au point 3, pour évaluer les émissions odorantes associées aux principales sources identifiées dans la perspective de réaliser une modélisation. D'après les</p>

éléments précisés par l'exploitant, les prélèvements ont été réalisés dans les installations et au niveau des éventuels points de rejets.

Les résultats ne sont pas disponibles à ce stade. Au cours du contrôle, l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser une échéance pour leur réception.

Il a été constaté que l'étude ne présente pas de protocole de surveillance des odeurs et de programme associé.

A ce stade, les préconisations précisées dans l'étude n'ont pas fait l'objet d'un plan d'actions précisant les actions retenues et les échéances associées.

Il a toutefois été indiqué que certaines dispositions ont été mises en oeuvre par l'exploitant :

- réorganisation de la réception de certains flux susceptibles d'être à l'origine d'odeurs : regroupement des réceptions sur des campagnes réduites dans le temps ;
- prise en compte du paramètre odeur dans le cadre de la démarche d'acceptation préalable. Il a été constaté que la procédure d'acceptation préalable prévoit la prise en compte d'un critère odeur. Toutefois, les opérateurs concernés n'ont pas été spécifiquement formés sur ce point.

L'Inspection observe que les préconisations relevant de l'organisationnel n'ont pas été totalement suivies par l'exploitant à ce stade sans que cela soit justifié (formation des opérateurs pour évaluer le potentiel émissif, rondes avec inspections olfactives régulières).

Pour conclure, il a été constaté que l'exploitant a remis une étude sur les émissions odorantes. Toutefois, le document remis ne comporte pas l'intégralité des éléments prévus (plan d'actions, protocole de surveillance notamment), mais des investigations complémentaires ont été réalisées et leurs conclusions sont attendues.

Au vu des démarches engagées, il n'est pas proposé de sanctions administratives à ce stade.

En 2025, l'Inspection a été destinataire des signalements relatifs à des nuisances olfactives suivants :

- 17 avril : forte odeur de plastique brûlé ;
- 27 mai : odeur de déchets de type décharge ;
- 24 juillet : odeur de déchets depuis plusieurs jours ;
- 30 juillet : même signalement relatif à des odeurs de déchets ;
- 17 septembre : odeurs de poubelle de plus en plus fréquente.

Au cours du contrôle, le bâtiment PUNR (entreposage de déchets grossiers imprégnés) était pratiquement vide dans la perspective de l'arrêt programmé du four. Les odeurs perceptibles à proximité de ce bâtiment (peu marquées au cours du contrôle) pourraient correspondre à la description présentée dans la plupart des signalements (hors plastique brûlé).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de communiquer un document mis à jour en intégrant les conclusions des mesures olfactométriques.

A réception de l'ensemble des éléments nécessaires, il appartiendra à l'exploitant d'établir un plan d'actions associé à un échéancier. Dans ce cadre, il se prononcera également sur la pertinence de mettre en place un programme de surveillance.

L'exploitant veillera également à ce qu'un protocole des mesures à prendre pour gérer les problèmes d'odeur soit formalisé.

L'ensemble de ces éléments devront être communiqués à l'Inspection dans un délai de quatre mois.

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 Mois

N° 3 : Surveillance des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2024, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques - Retombées de poussières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pendant 24 mois à compter de la notification du présent arrêté, la surveillance des retombées de poussières réalisée en application de l'article 62 de l'arrêté modifié du 13 février 2020 susvisé par la méthode des jauges de retombées est réalisée à une fréquence trimestrielle (soit huit campagnes de prélèvement) dans l'environnement proche de l'installation au niveau des zones où l'impact est supposé le plus important pour les poussières (zones identifiées dans le programme de surveillance établi en application de l'article 62 de l'arrêté modifié du 13 février 2020).</p> <p>La surveillance comporte également un point témoin.</p> <p>Les résultats sont communiqués à l'Inspection dans un délai d'un mois suivant leur réception</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection a constaté que les résultats des mesures réalisées ne sont pas communiqués dans un délai d'un mois suivant leur réception.</p> <p>Par courriel du 10 novembre 2025, l'exploitant a communiqué les rapports des campagnes de mesures réalisées du 8 janvier au 5 février 2025 (installations à l'arrêt), du 12 mars au 10 avril et du 26 juin 2025 au 24 juillet 2025.</p> <p>Des jauges de retombées ont été positionnées au niveau de trois points:</p> <ul style="list-style-type: none">• un point au bas du chemin des carrières (nord-est de l'installation) à environ 150 m de la cheminée de l'installation ;• un point au niveau de la rue Alfred JEDELE (sud-ouest de l'installation) à environ 420 m de la cimenterie ;• un point témoin en mairie de HAGENBACH. <p>Le positionnement des stations de mesure est cohérent par rapport à celui précisé dans le plan de surveillance environnementale (la station témoin a été déplacée, mais son positionnement n'appelle pas de remarque).</p> <p>Au cours des campagnes 1 et 2, les vents dominants ont été majoritairement d'origine nord-est.</p> <p>Au cours de la campagne 3, ils ont été d'origine sud-ouest.</p> <p>Concernant les conditions de fonctionnement de l'installation, le rapport de mai 2025 indique que l'installation a été à l'arrêt du 03 au 07 avril. Le rapport d'octobre 2025 indique que les mesures se sont déroulées intégralement pendant une période de fonctionnement.</p> <p>A cet égard, au cours du contrôle, l'Inspection a constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none">• pendant la campagne de mesure du 12 mars au 10 avril, le four a été à l'arrêt en raison d'incidents techniques le 18 mars (pendant 39,95 heures) et du 03 au 07 avril ;• pendant la campagne du 26 juin au 24 juillet, le four a été à l'arrêt en raison d'incidents techniques du 11 juillet au 20 juillet. <p>Il en ressort que des arrêts significatifs ne sont pas précisés dans le rapport et que les conclusions des mesures ne sont pas établis en prenant en compte ces périodes.</p> <p>Les résultats des mesures sont présentés dans le tableau ci-dessous :</p>

Station	Campagne	Exposition aux vents (%)	Retombées de poussières (mg/m2/j)
1	1	19,6	44,3
	2	11,4	122,7
	3	36,7	243,3
2	1	31,3	53
	2	49,4	113,3
	3	13,4	85,4
3	1	7,7	26,5
	2	4,7	69,4
	3	2	49,7

Au cours du contrôle, l'exploitant a présenté les résultats de la dernière campagne réalisée du 28 août au 25 septembre (rapport en cours de validation).

Les résultats sont les suivants :

- 143 mg/m2/j dans la station 1 ;
- inférieur à 58,4 mg/m2/j dans la station 2.

Au cours de cette campagne, l'installation a été à l'arrêt le 12 septembre (7h), du 12 septembre au 20 septembre et du 21 au 23 septembre en raison d'incidents techniques.

Il n'existe pas de valeur réglementaire pour ce type d'installation. A titre indicatifs, les valeurs limites suisses et allemandes sont indiquées ci-dessous en moyenne annuelle :

- Suisse : 200 mg/m2/j ;
- Allemagne : 350 mg/m2/j.

A titre indicatif, en France, la réglementation précise les références suivantes pour d'autres types d'installations pour des méthodes de prélèvement équivalentes :

- l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrière fixe un objectif à atteindre en moyenne annuelle glissante de 500 mg/m2/j pour les carrières exploitées à sec de production annuelle supérieure à 150 000 tonnes ;
- l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement précise que « *les niveaux de dépôts atmosphériques totaux en limite de propriété liés à la contribution de l'installation ne dépassent pas 200 mg/m2/j (en moyenne annuelle) en chacun des emplacements suivis* ».

Le rapport d'octobre 2025 conclut que « *les résultats mettent en évidence un lien entre la distance et le taux d'exposition aux vents provenant de la cimenterie et les niveaux de dépôts en poussières sur la zone d'étude. Pour autant, en tenant compte de l'incertitude analytique (30%), les niveaux de dépôts observés restent conformes aux valeurs réglementaires en vigueur en Suisse et en Allemagne* ».

L'Inspection observe qu'il ressort de ces premières campagnes de mesure, une incidence de la cimenterie sur le niveau de retombées de poussières dans son environnement proche. Les mesures restent toutefois dans l'ordre de grandeur des valeurs de référence.

L'exploitant a indiqué que l'installation serait à l'arrêt de fin janvier à fin mars. Dans ces conditions, il apparaît opportun de reporter la campagne de mesure du premier trimestre afin que les mesures soient réalisées dans des conditions

représentatives de l'installation en fonctionnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de s'assurer que les conditions de fonctionnement des installations soient indiquées de manière fiable et précise dans les rapports et que les conclusions des rapports soient établies en tenant compte des conditions de fonctionnement réelles de l'installation.

Il appartient à l'exploitant de faire mettre à jour les rapports concernés et les conclusions associées.

Il appartient également à l'exploitant de communiquer les rapports dans le délai d'un mois après leur réception.

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 Mois

N° 4 : Mesure de la concentration des poussières dans l'air ambiant

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/05/2024, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques - Air ambiant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait réaliser des mesures de la concentration de poussières dans l'air ambiant sur une durée de sept jours dans l'environnement proche de l'installation au niveau des zones où l'impact est supposé le plus important, identifiées dans le programme de surveillance établi en application de l'article 62 de l'arrêté modifié du 13 février 2020.</p> <p>L'exploitant interprète les résultats et présente des éléments adaptés et proportionnés pour les objectiver au regard des caractéristiques des émissions associées au fonctionnement de la cimenterie.</p> <p>Elles sont réalisées à une fréquence semestrielle pendant un an.</p> <p>Les mesures sont réalisées lorsque la contribution est caractéristique de l'activité y compris lorsque la contribution y est la plus forte (fonctionnement normal, régime de démarrage, dérive suite à un dysfonctionnement, etc).</p> <p>Les résultats sont communiqués à l'Inspection dans un délai d'un mois suivant leur réception</p>
Constats :

Il a été constaté que les résultats ne sont pas communiqués à l'Inspection dans le délai prévu.

Par courriel du 10 novembre 2025, l'exploitant a communiqué le rapport de mai 2025 qui reprend les résultats des campagnes du 8 au 15 janvier 2025 (installation à l'arrêt) et du 3 au 15 avril 2025 (dont un arrêt fortuit du 3 au 7 avril qui a motivé la prolongation de la durée de mesure pour obtenir un total de 7 jours).

La mesure des concentrations en PM10 et en PM2,5 a été réalisée à l'aide d'un préleveur automatique sur une période de 7 jours.

Les préleveurs ont été positionnés aux stations suivantes :

- un point au bas du chemin des carrières (nord-est de l'installation) à environ 150 m de la cheminée de l'installation ;
- un point au niveau de la rue Alfred JEDELE (sud-ouest de l'installation) à environ 420 m de la cimenterie ;
- un point témoin en mairie de HAGENBACH.

Ces points de mesure sont cohérents par rapport au plan de surveillance.

Les résultats sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Station	Campagne	Exposition aux vents (%)	PM2,5	PM10 (µg/m³)
1	1	20	16,7	22,6
	2	16,7	10,4	26,5
2	1	27,9	13,8	18,9
	2	44,7	10,7	22,8
3	1	3,5	12,4	22,7
	2	5,7	8,5	17,3

La valeur limite est fixée à 25 µg/m³ en moyenne annuelle pour les PM2,5 et à 50 µg/m³ pour les PM10..

Le rapport précise que :

- pour les PM2,5, les résultats obtenus lors de la seconde campagne suivent les tendances régionales observées sur la station de Mullhouse sud 2, légèrement plus marquées pour les stations situées à proximité de la cimenterie et que les concentrations journalières en PM2,5 mesurées lors des deux campagnes sont inférieures à la valeur limite en moyenne annuelle ;
- pour les PM10, « [les résultats] tendent à confirmer la contribution de la cimenterie sur les concentrations en PM10 dans l'air ambiant, contribution qui reste assez limitée et qui n'entraîne pas de dépassement des valeurs réglementaires ».

Il conclut que « [...] ces résultats permettent d'estimer une contribution spécifique de la cimenterie aux retombées de poussières et aux concentrations en particules dans l'air ambiant comprise entre 15 et 35 % des niveaux mesurés localement au voisinage immédiat de l'installation. Les mesures réalisées [...] n'indiquent aucun dépassement des valeurs repères correspondantes ».

Pendant le contrôle, l'exploitant a présenté les résultats de la campagne de mesure du 25 septembre au 02 octobre (le rapport est en cours de validation) :

- PM10 : 14,8 µg/m³ pour la station 1 et 13,3 µg/m³ pour la station 2
- PM2,5 : 9,2 µg/m³ pour la station 1 et 9,1 µg/m³ pour la station 2


En l'état, ces éléments n'appellent pas de remarque.

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 5 : Prévention des émissions diffuses dans le cadre des travaux de maintenance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/07/2025, article 3
Thème(s) : Risques chroniques - Mesures de prévention
Prescription contrôlée : [...] Les opérations de maintenance ou d'entretien font l'objet d'une analyse des risques préalable et de mesures spécifiques visant à prévenir et à limiter les émissions de poussières
Constats : Le contrôle de cette prescription a porté uniquement sur la procédure interne mise en oeuvre pour autoriser des travaux. Au cours du contrôle, il a été constaté que l'exploitant a complété son document interne d'autorisation de travaux pour y intégrer la mise en place de mesures de prévention des émissions de poussières au cours des travaux si nécessaire.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 6 : Diagnostic relatif aux émissions de poussières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2024, article 2

Thème(s) : Risques chroniques - Plan d'actions

Prescription contrôlée :

Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées un diagnostic relatif aux émissions de poussières associées au fonctionnement de son installation. Il comporte :

- l'identification des sources d'émission de poussières en fonctionnement normal ou incidentel prenant en compte les émissions diffuses et canalisées ;
- pour chaque source identifiée (canalisée et diffuse), l'étude des dispositions permettant de réduire les émissions de poussières et leur faisabilité ;
- un plan d'actions visant à limiter les émissions de poussières accompagné d'un échéancier, en justifiant les éventuelles dispositions envisageables non retenues

Constats :

Pour mémoire, un diagnostic relatif aux émissions de poussières a été communiqué par l'exploitant par courriel du 20 novembre 2024.

Le contrôle a porté par sondage sur la mise en oeuvre du plan d'actions identifié dans le document et sur les actions visant à réduire les émissions de poussières.

Les constats sont précisés dans le tableau ci-dessous.

Action	Echéance	Etat
Création d'un automatisme de supervision et d'assistance de mise à l'arrêt du four	31/03/25	D'après les tableaux de suivi de l'exploitant, l'action a été mise en œuvre et clôturée. L'exploitant a présenté des logigrammes relatifs aux actions associées aux automatismes. S'agissant de modifications de programmation réalisées en interne, l'effectivité des modifications n'a pas été contrôlée.
Installer une caméra orientée vue tour afin de visualiser les potentielles émissions de poussières depuis la salle de contrôle	31/01/25	Il a été constaté au cours du contrôle que la modification a été réalisée.
Automatiser la fermeture du registre de coupure des combustibles alternatifs injectés en pied de la tour de préchauffage	31 m	D'après les tableaux de suivi de l'exploitant, l'action a été mise en œuvre et clôturée. S'agissant de modifications de programmation réalisées en interne, l'effectivité des modifications n'a pas été contrôlée
Rénover le joint aval	28/02/25	D'après les outils de suivi de l'exploitant, la modification a été réalisée. Il a présenté un ordre de travail associé à la réalisation de cette intervention.
Mise à jour les modes opératoire de démarrage et d'arrêt du four	31/03/25	Il a été constaté la mise à jour des modes opératoires.

Mise à jour de l'instruction « conduite de four » en y précisant le cas d'utilisation prolongée de la chambre noire (arrêt de four) et le nettoyage de la zone	15/01/25	Il a été constaté que le mode opératoire DOC 00337 - Conduite du four prend en compte ces éléments.
--	----------	---

A ce stade, la mise en oeuvre du plan d'actions n'appelle pas de remarque.

Des travaux significatifs sont encore prévus au niveau de la chambre noire avant le 31 décembre 2027.

Par ailleurs, il est rappelé que le diagnostic a fait l'objet de remarques de l'Inspection dans ses rapports du 08 janvier et du 11 avril 2025 et il était demandé à l'exploitant de le mettre à jour (compléments relatifs aux sources d'émissions diffuses et modalités de réduction associées, y compris sur des interventions génératrices de poussières, actions visant à prévenir les arrêts imprévisibles de l'installation, éléments relatifs à la conception de l'installation).

L'exploitant n'a pas complété son document.

A ce stade, l'exploitant n'a pas présenté d'éléments relatifs à la conception de l'installation.

Au cours du contrôle, il a toutefois été constaté que l'exploitant a mis en oeuvre des dispositions visant à améliorer la conduite de l'installation évoquées au cours des contrôles précédents dans l'objectif de réduire les bouchages de cyclones de la tour de préchauffage (qui sont susceptibles d'être à l'origine d'émissions diffuses significatives).

L'exploitant a notamment mis en oeuvre le suivi des paramètres SO3 et Cl sur la base de prélèvements réguliers de farines chaudes. Le suivi de ces paramètres est notamment associé à des consignes relatives à la modulation de l'introduction de combustibles de type "FLUFF" dans le procédé.

Il avait également été constaté au cours du contrôle du 11 mars 2025, la mise en oeuvre de sondes de pression.

L'exploitant a également confirmé la mise en place de tir "Cardox" en complément des ringardages.

En outre, comme précisé au constat précédent, l'exploitant a mis en oeuvre des dispositions visant à prévenir les émissions de poussières au cours des travaux de maintenance.

L'ensemble de ces éléments a conduit à une baisse notable du nombre d'arrêts techniques liés à des bouchages de cyclone. En effet, en 2025 seuls 10 arrêts ont eu pour origine un bouchage de cyclone d'après les éléments présentés par l'exploitant.

Pour conclure, il apparaît que l'exploitant a mis en oeuvre les actions identifiées dans son plan d'actions, ainsi que d'autres actions visant à limiter les bouchages de cyclone.

Les remarques formulées dans le rapport du 08 janvier 2025, n'ont pas été retranscrites dans le diagnostic à ce stade, même si une partie significative des actions évoquées par ailleurs a été mise en oeuvre.

Au regard de ces éléments, il n'est pas proposé de suites administratives.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de compléter son diagnostic en intégrant l'ensemble des remarques précisées dans le rapport du 08 janvier 2025. Il se positionnera notamment sur les éléments relatifs à la conception de l'installation.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 Mois